



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Yves BARRAL, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - SPL LRAD - Rapport annuel 2019 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2019 de la Société Publique Locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

Par délibération numéro M2020-163 du Conseil de Communauté en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Coralie Manton pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL LRAD.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole avec un capital de 37 000 €, détenu à 33 % par Montpellier Méditerranée Métropole. Suite à deux augmentations de capital en 2015 et 2016, le capital a été porté à 328 K€ et les participations sont désormais de 3,75 % pour Montpellier Méditerranée Métropole et de 96,25 % pour la Région Occitanie.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

La société a également pour objet depuis fin 2016 la réalisation d'opérations de construction d'équipements et d'édifices publics du ressort de ses actionnaires, et de leur maintenance, ainsi que d'opérations d'aménagement au sens de l'article 300-1 du Code de l'urbanisme. Elle peut également, à titre complémentaire, se voir confier l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial ou toute autre activité d'intérêt général.

Montpellier Méditerranée Métropole occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration depuis le 22 avril 2014. La société est présidée par la Région Occitanie représentée par Monsieur Guy Esclope.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la Société Publique Locale LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société. Madame Isabelle Marsala et Messieurs Jean-Luc Cousquer et Cyril Meunier ont été élus en tant que représentants permanents de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 avril 2014. Monsieur Cyril Meunier a été remplacé par Madame Valérie Barthas-Orsal le 27 septembre 2017.

Dans le cadre de la réforme territoriale et de la fusion des Régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, la Région Occitanie a engagé une réflexion sur l'organisation des Établissements Publics Locaux dont elle est actionnaire. La SPL LRAD s'est vu adjoindre des nouvelles missions dans le domaine de l'aménagement et la construction et s'est séparée de sa branche d'activité Innovation. Le constat ayant été fait de la nécessité de regrouper l'ensemble des compétences et des moyens dédiés, une démarche de fusion entre les SPL MPC et LRAD a démarré et devrait être effective au 2^{ème} semestre 2020.

Pour l'année 2019, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois. Le premier, en date du 11 mars 2019, a entre autre pris acte des informations sur le projet de fusion LRAD/MPC ainsi que de l'engagement du marché d'assistance générale passé par le GIE EPL Régionales avec la SCET. Le Conseil d'Administration du 6 juin 2019 a pris acte des mouvements de personnel liés au transfert de l'activité innovation intervenue en 2018 et a renouvelé le mandat social de Monsieur Aurélien Joubert jusqu'au 31 décembre 2022 en tant que Directeur Général de la société. Le Conseil d'Administration du 3 octobre 2019 a approuvé le principe du projet d'absorption de la SPL LRAD par la SPL MPC dans le cadre d'une procédure de Transmission Universelle de Patrimoine, la modification du règlement intérieur du GIE EPL Régionales relative à l'évolution des clés de répartition des charges dudit groupement et les conventions de mise à disposition de personnels entre, d'une part la SEM LRA et la SPL LRAD et d'autre part la SPL MPC et la SPL LRAD.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2018 s'est tenue le 24 juin 2019 et celle statuant sur les comptes 2019 le 11 mai 2020.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2019 s'établit à une personne. La société est dirigée par Aurélien Joubert depuis le 6 octobre 2014.

L'année 2019 a été marquée par les opérations qui ont exclusivement été notifiées par la Région Occitanie.

- Mission diverses en mandats d'études : (mise en valeur du site archéologique de Javols pour 242 K€ HT dont 25 K€ HT de rémunération, réhabilitation de l'ex-plateforme Imérus à Port-La Nouvelle pour 1 050 K€ TDC dont 28,8 K€ HT de rémunération, construction du Hangar E de Port-La Nouvelle pour 9 151 K€ HT dont 184 K€ HT de rémunération, réhabilitation des Bâtiments de la Robine de Port-La Nouvelle pour 834 K€ HT dont 26 K€ HT de rémunération, réalisation des accords cadre Prestations de services et accord-cadre Mandats d'études en vue de l'opportunité des Pôles d'échanges Multimodaux (PEM) ruraux routiers et ferrés, analyse de faisabilité d'aménagement du Pôle d'échange de Pézenas, mission de Préfiguration d'un opérateur Régional Eviter-Réduire-Compenser pour 99 K€ HT).
- Missions opérations Direction du Patrimoine et des Moyens Généraux : (mandat d'études concernant l'extension du Hall B2 du Parc Expo de Montpellier avec un accès indépendant et amélioration de la qualité de service des organisateurs, des exposants et des visiteurs par le déploiement du wifi HD entre autre pour 8 M€ Toutes Dépenses Confondues (TDC)).
- Missions constructions opérations lycées « phares » en cours : (construction du deuxième site de l'Institut National Universitaire de Rodez pour 12 M€ TDC dont 7,5 M€ HT de travaux, construction du lycée neuf de Sommières pour 45 M€ TDC dont 28 M€ HT de travaux, construction du lycée Simone Veil de Gignac pour 45 M€ TDC dont 30 M€ HT de travaux, construction du lycée neuf de Courdonterral pour 45 M€ TDC dont 30 M€ HT de travaux, construction du lycée Maillol de Perpignan pour 4,2 M€ TDC dont 2,6 M€ HT de travaux).
- Missions constructions hors opérations « phares » :
 - a- 6 Mandats signés pour 25,3 M€ TDC (Lycée Voltaire de Nîmes pour 1,6 M€ TDC, Lycée Geneviève De Gaulle-Anthonioz de Milhau pour 1,5 M€ TDC, Lycée Jean-Jacques Rousseau de Montpellier pour 800 K€ TDC, Chaufferie du Lycée Jacques Brel de St Pons de Thomières pour 1 M€ TDC, Lycée Paul Bousquet de Sète pour 3 M€ TDC, CREPS de Montpellier pour 12,5 M€ TDC).
 - b- 15 Opérations en cours pour 75 M€ TDC (Lycée Jules Fil de Carcassonne pour 10 M€ TDC, Lycée Paul Sabatier de Carcassonne pour 2,2 M€ TDC, Lycée Martin-Luther King de Narbonne pour 1 M€ TDC, Lycée Frédéric Mistral de Nîmes pour 6 M€ TDC, Lycée Albert Camus de Nîmes pour 4 M€ TDC, Lycée Champollion de Lattes pour 4 M€ TDC, Lycée Clémenceau de Montpellier pour 3,5 M€ TDC, Lycée Charles de Gaulle de Sète pour 2,9 M€ TDC, Lycée Jacques Brel de St Pons de Thomières pour 3,5 M€ TDC, Maison de l'orientation de Montpellier pour 500 K€ TDC, Maison de l'orientation de Toulouse pour 1,2 M€ TDC, CREPS de Font Romeu pour 470 K€ TDC, Maison de la Région de Perpignan pour 600 K€ TDC, Site Archéologique de Javols pour 300 K€ TDC, Accord-cadre accessibilité et sécurisation dans tous les départements pour 30 M€ TDC).

Du point de vue financier en 2019, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 1 222 K€ (en hausse de + 24% par rapport à 2018) ; le chiffre d'affaires se répartit à 88 % (1 079 K€) pour les opérations de mandats et missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage confiées par la Région Occitanie et pour 12 % (143 K€) pour les refacturations de frais (personnel et environnement) à la SEM ARAC et à la SPL MPC.

On note ainsi un total de produits de 1 224 K€ et un total de charges de 1 471 K€ en 2019 (en hausse de 48 % par rapport à 2018).

La société enregistre donc pour son neuvième exercice social un déficit de - 247 K€. Les capitaux propres sont négatifs à - 47 K€ avec un capital social de 328 K€.

Compte tenu du projet d'absorption de la SPL LRAD par la SPL MPC dans le cadre d'une procédure de Transmission Universelle de Patrimoine dont le dénouement devrait intervenir au cours du 2^{ème} semestre 2020, il n'est pas présenté de perspective d'activité pour l'année 2020.

La fusion entre les SPL MPC et LRAD devrait être effectivement réalisée au cours du 2nd semestre 2020. La décision de vente de l'ensemble des actions de la SPL LRAD détenues par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SPL MPC et celle relative à l'achat d'une action de la SPL MPC auprès de la Région Occitanie ont été actées par les délibérations n°2020-88 et n°2020-89 du 31 janvier 2020. La Région Occitanie a validé son accord de cession d'une action de la SPL MPC auprès de Montpellier Méditerranée Métropole par délibération le 3 avril 2020. À ce jour, l'ensemble des actionnaires de la SPL MPC doivent délibérer pour l'entrée de Montpellier Méditerranée Métropole dans le capital de la SPL MPC, condition obligatoire, à la réalisation de l'ensemble de la procédure.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145461-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 26/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Dossier de séance CA LRAD 10-03-2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.